

CL 163/6 - Note d'information 1 – Novembre 2019

L'initiative Main dans la main

La présente note d'information a été établie à la demande de la Réunion conjointe du Comité du Programme (cent vingt-septième session) et du Comité financier (cent soixante dix-huitième session) tenue le 4 novembre 2019 (CL 163/6, paragraphe 14):

*«Les participants à la Réunion conjointe ont accueilli avec satisfaction, sur le plan des principes, l'initiative Main dans la main [...] [et]:
[...]*

- g) *ont dit attendre avec intérêt de recevoir, avant la cent soixante-troisième session du Conseil, un document qui présente cette initiative plus en détail, notamment les intentions en ce qui concerne la portée de l'initiative et sa diffusion.*

La présente note fait suite à cette demande sous forme de réponses à des questions fréquemment posées; il s'agit d'un document qui est appelé à être mis à jour en tant que de besoin.



CL 163

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est une institution spécialisée du système des Nations Unies qui joue un rôle de chef de file dans les efforts de lutte contre la faim déployés à l'échelle mondiale, dans le cadre d'une action ouverte, inclusive, transparente, souple et tangible. Notre mission est d'assurer la sécurité alimentaire de tous et de faire en sorte que chacun ait accès à tout moment à une nourriture de qualité, en quantité suffisante, de manière à pouvoir mener une vie saine et active. La FAO compte plus de 194 États Membres et mène ses activités dans plus de 154 pays dans le monde. Nous avons tous un rôle à jouer dans l'élimination de la faim.

Notre nouvelle vision est de contribuer à améliorer la production, l'environnement, la nutrition et les conditions de vie en conjuguant nos efforts afin de bâtir une FAO dynamique au service d'un monde meilleur. Nous commençons par l'initiative Main dans la main, qui cible en priorité les pays les plus défavorisés, avant de prendre en compte les pays à revenu intermédiaire, puis l'ensemble de nos pays membres ainsi que tous les défis auxquels nous sommes confrontés dans les zones rurales.

L'initiative Main dans la main et les Nations Unies:

Vue d'ensemble

Q. Quelles sont les caractéristiques de l'initiative Main dans la main?

L'initiative Main dans la main est une initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fondée sur des éléments concrets, prise en main par les pays et pilotée par ceux-ci. Elle a pour objectif d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable afin d'éliminer la pauvreté (ODD 1), ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2), contribuant ainsi à la réalisation de tous les autres objectifs de développement durable.

L'initiative vise en priorité les pays dont les capacités nationales sont très limitées tout comme l'aide internationale dont ils bénéficient, et ceux où les difficultés d'ordre opérationnel, suite à des crises d'origine naturelle ou humaine notamment, sont les plus grandes. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'engagement prioritaire des Nations Unies à «ne laisser personne de côté».

L'initiative Main dans la main fait appel aux moyens les plus sophistiqués dont on dispose actuellement, en particulier la modélisation géospatiale et les techniques analytiques avancées, afin de déterminer les meilleures possibilités d'amélioration des conditions de vie des populations rurales, qui constituent la grande majorité des pauvres de la planète, et cela, en augmentant leurs revenus et en réduisant les inégalités et les vulnérabilités qui les affligent. Ces outils sont aussi mis à profit pour mieux cibler et adapter les interventions de politique générale ainsi que les innovations, les financements, les investissements et la réforme institutionnelle. Par ailleurs, l'initiative adopte une approche des systèmes alimentaires axée sur le marché, visant à augmenter la disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés alimentaires locaux, régionaux et nationaux, en termes de quantité, de qualité, de diversité et d'accessibilité, et à permettre à tous de bénéficier d'une bonne nutrition et d'une alimentation saine grâce au renforcement des systèmes alimentaires.

L'initiative Main dans la main est centrée sur la capacité potentielle de l'agriculture et des filières agroalimentaires de faire sortir de nombreux ruraux pauvres de la pauvreté, capacité qui est bien connue mais mal exploitée. Elle veille également à ce que les normes et règles des Nations Unies soient pleinement prises en compte dans les politiques visant à promouvoir les trois piliers – économique, social et environnemental – du développement durable. À cette fin, elle met en avant l'utilisation durable de la biodiversité, des ressources naturelles et des services écosystémiques, tout en contribuant à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation à ses effets et à l'amélioration de la résilience. Les données et les analyses recueillies dans le cadre de l'initiative permettent d'évaluer les interactions et les points d'équilibre entre les objectifs et les actions, contribuant ainsi à mettre en évidence les principaux goulets d'étranglement et à mieux centrer le dialogue sur les politiques.

Grâce à un cadre de suivi et d'évaluation solide, il est prévu d'obtenir une première série de résultats de référence d'ici à 2023.

Q. Comment l'initiative Main dans la main s'inscrit-elle dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies, en particulier au regard de l'appel du Secrétaire général de l'ONU à conjuguer les efforts?

La réforme du système des Nations Unies pour le développement lancée par le Secrétaire général de l'ONU a principalement pour objectif de rendre l'ensemble du système plus adapté, à même de concrétiser les ambitions supérieures du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). Une distinction peut être faite entre les objectifs à court terme de la réforme des Nations Unies et les finalités à plus long terme du processus. Jusqu'à présent, l'une des priorités a été de rendre le système des Nations Unies plus responsable et attentif aux besoins des États Membres et de leurs partenaires internationaux, mieux adapté et plus cohérent, transparent et flexible. Cependant, l'engagement a aussi été pris de repositionner le système afin d'en renforcer progressivement les ressources et les capacités pour réaliser les ambitions plus élevées du Programme 2030. Il ne s'agit pas simplement d'améliorer le système des Nations Unies en tant que prestataire de services directs, mais aussi d'en permettre le repositionnement en tant qu'infrastructure à l'appui d'une action collective plus efficace propre à concrétiser un changement en profondeur.

L'initiative Main dans la main est pleinement conforme à la lettre et à l'esprit des objectifs – à court et à plus long terme – de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Elle reconnaît que la transformation des systèmes agricoles et des systèmes alimentaires, en milieu rural comme en milieu urbain, ne relève pas seulement d'un processus économique. Des investissements publics dans la santé et l'éducation des populations rurales sont également indispensables pour consolider les fondements sociaux de la croissance. Il faut aussi investir dans la recherche-développement pour préserver l'environnement et assurer une adaptation durable au changement climatique, et cela, en encourageant les innovations aussi bien dans les pratiques qu'en matière de technologies et au niveau des institutions, afin que la transformation des systèmes agroalimentaires puisse préserver et favoriser l'utilisation durable de la biodiversité, des ressources naturelles et des services écosystémiques et contribuer à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation à ses effets et à l'amélioration de la résilience. En ce sens, **l'initiative Main dans la main est un déclencheur pour l'ensemble complet des actions qu'une approche pleinement engagée à l'échelle du système des Nations Unies peut permettre de mettre en œuvre et de soutenir.**

Plus précisément, l'initiative Main dans la main contribue à la mise en œuvre des approches intégrées que prévoit la réforme du système des Nations Unies en renforçant la coopération et les partenariats entre les institutions ayant leur siège à Rome, ainsi qu'avec les acteurs de l'ensemble du système des Nations Unies. Elle offre une base de compétences techniques en fournissant une gamme complète d'outils qui permettront au système des Nations Unies d'atteindre les objectifs visés.

La mise en œuvre d'approches plus intégrées en matière de programmation à l'échelle du système est certainement l'un des éléments les plus importants et les plus ambitieux sur lesquels le Secrétariat de l'ONU et les États Membres se sont entendus. Il s'agit d'un facteur essentiel pour améliorer l'efficacité et la cohérence du système des Nations Unies. Néanmoins, il est important de noter qu'une programmation plus intégrée ne permettra pas en soi de mettre en œuvre une réforme du système qui soutienne suffisamment les ambitions complexes du Programme 2030. D'autres éléments entrent aussi en jeu. Le Secrétaire général de l'ONU a évoqué ces éléments dans ses différents rapports aux États Membres, et cela dès le mois de juin 2017. Ils ont été regroupés dans le projet de document stratégique à l'échelle du système des Nations Unies présenté en juillet 2019.

Dans le document stratégique, il est précisé que la réforme a pour objectif de repositionner le système afin de lui donner les moyens d'offrir aux États Membres un «ensemble de services des Nations Unies» qui soit «axé sur la demande» (ou piloté et pris en main par les pays), ouvert (fondé sur de nombreux partenariats et encourageant la mise en œuvre des actions par d'autres entités) et propre à favoriser une «transformation radicale». Ce dernier critère est particulièrement important.

Le document stratégique énonce clairement que pour aboutir à une transformation radicale, l'ensemble des services offerts par les Nations Unies doit:

1. être centré sur la promotion de «transformations structurelles» ou l'adaptation de ces changements au moyen de politiques qui contribuent à la réalisation des ODD;
2. déterminer les risques et y répondre pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté;
3. énoncer clairement la contribution que le système des Nations Unies apporte à la mise en place d'un cadre solide, propre à soutenir et à renforcer les efforts nationaux et la collaboration internationale afin de favoriser progressivement une transformation en profondeur.

L'initiative Main dans la main est l'une des premières initiatives mises en œuvre sous l'égide des Nations Unies afin de concrétiser la vision qui est au cœur de la réforme, à savoir celle d'un système à même de se repositionner lui-même afin de favoriser une transformation radicale. **L'initiative offre un cadre prêt à l'emploi permettant à la FAO d'apporter une contribution concrète aux analyses communes de pays et de promouvoir ainsi une transformation structurelle et économique au service de la réalisation des ODD.**

Q. Comment l'initiative Main dans la main est-elle en lien avec le nouveau domaine d'action prioritaire de la FAO relatif aux systèmes alimentaires?

Les institutions ayant leur siège à Rome se préparent en vue du Sommet sur les systèmes alimentaires, une conférence de portée mondiale qui se tiendra à la fin de 2021. Les détails du Sommet doivent encore être précisés, mais les objectifs fondamentaux sont clairement définis. La FAO entend saluer et appuyer les nombreuses nouvelles initiatives indépendantes visant à transformer différents aspects des systèmes alimentaires. La plupart d'entre elles reconnaissent les interactions qui existent, les liens de dépendance et les points d'équilibre possibles entre les questions étroitement liées, mais il leur manque un encadrement commun, une vision partagée et une interface solide entre science et politiques.

Le processus préparatoire du Sommet – qui aura un caractère hautement inclusif, consultatif et participatif – vise à conduire à la réalisation des trois objectifs suivants:

1. Adopter une définition commune de l'expression «systèmes alimentaires». En effet, bien que nécessaire, il n'existe pas encore de définition largement reconnue du concept de systèmes alimentaires. Le Sommet de 2021 permettra de mettre au point une définition commune, tout comme la FAO avait permis aux Nations Unies de définir l'expression «sécurité alimentaire» lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996.
2. Définir une vision commune – qui s'articule autour de quatre objectifs généraux – couvrant les divers domaines des ODD: élimination de la pauvreté; élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'obésité; protection et utilisation durable de la biodiversité, de la terre, de l'eau, des sols, des ressources marines, de la pêche, des forêts et des services écosystémiques; atténuation du changement climatique, adaptation à ses effets et amélioration de la résilience. Ces quatre objectifs sont en lien avec tous les ODD et sont essentiels pour comprendre la relation entre les systèmes alimentaires et le Programme 2030.

Le défi qui se pose est de comprendre, d'un point de vue analytique, les interactions entre ces objectifs, y compris les interdépendances et les points d'équilibre entre eux.

3. Mettre en place une plateforme de partage de données, ouverte et performante, pour la modélisation et l'analyse en vue de l'élaboration de scénarios – visant tous à favoriser un meilleur ciblage des politiques, des innovations, des investissements et de la gouvernance.

L'initiative Main dans la main contribuera à la réalisation de l'ensemble de ces trois objectifs.

Q. Dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies et du processus d'analyses communes de pays, quel est le rôle du coordonnateur résident en ce qui concerne la plateforme de données SIG de l'initiative Main dans la main?

La réponse est simple. La plateforme est l'un des éléments d'appui dont le coordonnateur résident disposera. Nous espérons qu'elle sera utile aux fins de l'élaboration des analyses communes de pays et des stratégies de partenariat avec les pays. Notre objectif est d'alimenter la plateforme, qui sera prise en main par le coordonnateur résident. Nous nous sommes concertés avec l'ONU à ce sujet.

Le concept

Q. L'initiative Main dans la main a-t-elle une dimension territoriale?

Oui. Dans chaque pays, nous intervenons sur des territoires où nous sommes susceptibles d'obtenir le maximum de bénéfices agricoles. Il est important de parler des «bénéfices», c'est-à-dire des revenus nets que les pauvres tirent de diverses activités exercées sur les marchés. L'initiative se concentre non seulement sur l'augmentation de la «productivité» des producteurs, mais surtout sur l'amélioration des revenus obtenus à court terme ainsi que sur la durabilité à long terme. Elle prend en compte les pauvres ruraux, dont la plupart des ménages, voire la plupart des individus, exercent des activités très diverses, ce qui nous conduit à poser une question fondamentale: **compte tenu de la diversité des actions à prendre, des voies à suivre et des compromis à faire parmi les valeurs sociales, que peut-on faire pour améliorer les revenus nets des individus et générer les recettes nécessaires aux investissements publics qui permettront de jeter les bases sociales, environnementales et climatiques de la durabilité?**

En nous concentrant sur l'optimisation du «revenu net», nous examinons de près l'offre et la demande de biens et de services. L'initiative ne vise donc pas seulement à faire en sorte que les agriculteurs produisent davantage, mais aussi à leur donner un meilleur accès aux marchés et à améliorer la part du revenu que les producteurs perçoivent en échange de leurs produits ou de leur travail. Les pauvres ruraux, même ceux qui travaillent d'une manière ou d'une autre dans l'agriculture, gagnent généralement leur vie en exerçant diverses activités à temps partiel, saisonnières ou rémunérées à la pièce. Toutes ces activités peuvent être comparées selon une mesure commune des bénéfices individuels, sociaux ou externes par rapport à d'autres utilisations de la main d'œuvre et des ressources. Même les pauvres sont ce que les économistes appellent des «maximiseurs de bénéfices»: ils veulent recevoir la rémunération la plus élevée possible en échange de leurs services. Ainsi, rechercher un revenu en compensation d'un travail non rémunéré revient à maximiser les bénéfices.

Q. Que recouvre l'initiative?

L'initiative Main dans la main consiste à créer des débouchés dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Elle recouvre les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du commerce, des systèmes alimentaires et des chaînes de valeur et intervient dans des régions touchées par des crises prolongées.

L'initiative est axée sur les pays, mais elle prend également en compte les aspects régionaux. Ainsi, par exemple, nous travaillons avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vue de fournir une assistance technique en Afrique concernant les accords commerciaux sous-régionaux. Cela est important parce que notre tâche consiste à accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 1 et 2. Nous ne nous focalisons pas sur l'autosuffisance alimentaire. Nous mettons plutôt l'accent sur l'accès et le revenu, afin que les pays puissent acheter des denrées alimentaires provenant d'autres pays ou les produire eux-mêmes et les exporter, s'il est logique pour eux de le faire.

Les composantes régionales sont extrêmement importantes. Par exemple, dans la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, certains pays peuvent produire certains types de biens de manière rentable. Par exemple, le Nigeria peut mettre au point des engrais et les déployer dans toute l'Afrique. Toutefois, 80 pour cent de la production réalisée grâce aux investissements de la Société financière internationale (SFI) et d'autres entreprises privées est expédié vers des pays d'Amérique latine, comme le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, car il est plus facile d'acheminer des marchandises en Amérique latine que sur le continent africain. Cela est dû aux accords commerciaux, en particulier aux obstacles non tarifaires. Pour résoudre ce problème, nous devons collaborer avec l'OMC, la Banque mondiale et d'autres organismes. L'initiative tient compte des aspects régionaux, même si les interventions se font à l'échelon national. Nous regroupons les informations au niveau régional pour faire apparaître les relations entre les pays.

Cette pratique est également importante dans le cas du couloir de la sécheresse en Amérique centrale. Par exemple, dans le nord d'El Salvador, la Millennium Challenge Corporation a construit l'autoroute transnationale du nord, améliorant ainsi l'accès au marché. Pourtant, cela n'a pas permis d'améliorer les ventes de produits agricoles ou les revenus tirés d'activités agricoles dans la région qui souffre encore des conflits passés et dont la population est vieillissante. Si son potentiel agricole peut être exploité, la région pourrait alimenter le Guatemala et le Honduras, dans le couloir de la sécheresse.

Nous espérons également que cette initiative contribuera à attirer les organismes de transports et de communication ainsi que les services publics dans les pays où nous constatons un manque d'investissements.

Cette initiative repose sur le multilatéralisme. C'est pourquoi nous faisons appel à tous les partenaires. Nous essayons d'associer les donateurs, les pays et tous les acteurs. Notre but est d'accélérer la réalisation des objectifs 1 et 2. Bien qu'elle intervienne uniquement dans les domaines relevant de son mandat, la FAO est déterminée à nouer des partenariats et à créer des complémentarités.

Q. L'initiative Main dans la main se concentre-t-elle uniquement sur les grandes exploitations agricoles, ou porte-t-elle également sur les petits exploitants agricoles ou les exploitants pratiquant une agriculture de subsistance?

L'initiative se concentre sur les zones géographiques où il existe un potentiel agricole important et des niveaux élevés de pauvreté. Il s'agit généralement de régions qui comptent un grand nombre de petits exploitants agricoles, mais ce n'est pas obligatoirement le cas dans tous les pays. Nous entendons réduire la pauvreté grâce à l'agriculture, à la pêche, à la foresterie et à d'autres activités. Si, pour réduire l'inefficacité, il faut créer une concentration au moyen d'associations d'agriculteurs, une coordination horizontale ou une agriculture contractuelle, nous nous engagerons dans cette voie. L'idée est de réduire les inefficacités afin que les ménages et les agriculteurs, les travailleurs agricoles, les entrepreneurs ruraux, les prestataires de services et bien d'autres puissent saisir les occasions qui s'offrent à eux aujourd'hui et qui leur permettront de sortir de la pauvreté de manière durable.

Q. Pourquoi l'initiative Main dans la main se fonde-t-elle sur le potentiel qui existe actuellement?

C'est une question très importante. Nous essayons d'atteindre le niveau de potentiel actuel, c'est-à-dire la «frontière». Nous nous intéressons aux bénéfiques parce que nous voulons concentrer toutes les activités exercées par les agriculteurs. Habituellement, les petits exploitants cultivent des produits différents ou mènent des activités différentes; pour obtenir des bénéfiques, il faut donc tout mettre en commun. Par conséquent, nous allons évaluer le niveau des bénéfiques actuels en fonction du sol, des conditions agroécologiques, de la technologie, des niveaux d'éducation et de toutes les autres caractéristiques que présentent les agriculteurs aujourd'hui et constater si la frontière est suffisamment élevée. Si la frontière se situe à 1,90 dollars des États-Unis par jour et par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA), cela signifie que nous ne pouvons pas sortir les gens de la pauvreté aujourd'hui. Et de toute évidence, l'agriculture n'est actuellement pas la solution. Il nous faudrait employer d'autres moyens, tels que les transferts monétaires, le capital humain, l'éducation et tous les autres dispositifs, afin de relier les pauvres ruraux aux autres chaînes de valeur et créer ainsi des possibilités d'emplois.

Dans les zones où la frontière est supérieure à 1,95 dollar PPA par jour et par habitant, et notamment à 2 dollars ou plus, l'agriculture peut aider les gens à sortir de la pauvreté. Cela signifie que les agriculteurs de ces régions qui atteignent la frontière peuvent sortir durablement de la pauvreté. En fait, nous avons besoin d'une frontière d'environ 7 dollars PPA par jour pour y parvenir, mais avec un peu plus de 2 dollars, cela est déjà possible. Il s'agit de domaines dans lesquels toutes les connaissances et données scientifiques de la FAO sur l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et la foresterie peuvent être exploitées afin de réduire les inefficacités.

C'est pourquoi il est important de parler de la frontière actuelle. Nous devons atteindre nos premiers objectifs d'ici 2023 et nos deuxièmes objectifs d'ici 2030. D'ici-là, nous nous emploierons à repousser les frontières. La frontière, qui s'élève à 1,90 dollars PPA, pourrait passer à 2 ou 3 dollars PPA grâce à des activités comme la récupération des terres et des projets d'irrigation d'envergure. Mais cela prendra du temps. L'initiative vise à accélérer les progrès par rapport aux frontières existantes afin de faire reculer la pauvreté.

La FAO poursuivra toutes les activités visant à atteindre les frontières lorsqu'il sera judicieux de le faire. Mais il faut agir sur la base d'analyses coûts-avantages complètes qui incluent non seulement les coûts physiques, mais aussi les coûts tels que la qualité de l'eau, la durabilité de l'agriculture et les émissions. C'est la raison pour laquelle l'initiative, qui repose sur la notion de systèmes alimentaires, s'inscrit parfaitement dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 et y apportera une contribution essentielle.

Q. L'initiative Main dans la main repose-t-elle sur une stratégie descendante? Qui en est responsable?

L'initiative ne repose absolument pas sur une stratégie descendante. L'adhésion des pays et des partenaires est essentielle à l'initiative Main dans la main, comme son nom l'indique. La FAO se limite à rassembler toutes les informations, qui serviront de point de départ au lancement d'un processus. Celui-ci donnera lieu à un système dans le cadre duquel nous collaborerons avec les pays et les donateurs, de sorte que chacun ait accès à l'information et s'en approprie l'usage.

La prise en main par les pays bénéficiaires est d'autant plus importante que, même si la FAO hébergera initialement toutes les données et informations, il est logique que les pays prennent le relais à cet égard. Il s'agit non seulement des informations actuelles que nous fournirons aux pays, mais aussi de celles dont les pays disposent et qu'ils peuvent utiliser de manière indépendante ou mettre en commun. Cette démarche, qui est volontaire, est selon nous le meilleur moyen de favoriser l'appropriation. Nous savons d'expérience que l'échange d'informations et la collaboration avec les pays permettent à ces derniers de définir les investissements publics à réaliser dans le cadre de leur processus politique. C'est pourquoi chaque pays devrait prendre les rênes de ce processus.

Q. Quel rôle les données jouent-elles dans le cadre de l'initiative?

La FAO utilise un système d'information géographique (SIG) afin de recueillir et d'analyser toutes les données disponibles au sein de l'organisation et d'autres organismes. Par exemple, elle dispose de données détaillées à haute résolution sur les cartes des sols ainsi que des données sur l'eau, la foresterie, le réseau routier, les zones cultivées et le calendrier cultural. En clair, elle rassemble toutes ces données dans un lieu unique, brisant ainsi les barrières qui existaient auparavant au sein de l'organisation.

Dans le cadre de l'initiative, deux laboratoires seront mis en place: un laboratoire de données et un laboratoire SIG. Le laboratoire de données utilisera des technologies modernes, y compris l'intelligence artificielle, afin de recueillir des données dans des régions comme les petites îles pour lesquels on dispose de peu de données. Il servira également à recueillir des données afin de valider les données officielles utilisées par la FAO, ce qui permettra de créer un mécanisme de contrôle de la qualité des données. L'initiative aide ainsi les gouvernements à améliorer la qualité des travaux qu'ils mènent. Par exemple, dans le cadre de l'Initiative 50 x 2030, nous coopérons avec la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA). L'Université de Wageningen a immédiatement réagi à certaines de nos données sur les sols lors de leur publication. Nous améliorons nos données, telles que l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue ou l'indicateur de pauvreté et de sous-alimentation, en les rendant publiques et en fonction des commentaires reçus.

Le laboratoire de données disposera également d'un système d'exploration pour déterminer quelles solutions ont été testées sur différents biens dans différents endroits et dans différents pays. La FAO l'a déjà fait pour évaluer les pertes et gaspillages alimentaires, et les résultats ont été publiés dans l'ouvrage intitulé *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019*. Elle a approfondi ses travaux pour obtenir des données sur les activités de vulgarisation, les interventions en matière de productivité, les distorsions et les subventions publiques, afin d'exploiter les enseignements retenus à cet égard.

Il existe des données importantes, même si elles ne sont pas directement reliées à la FAO. À titre d'exemple, supposons que nous ayons identifié, grâce au SIG, une zone à fort potentiel agricole et que nous voulions y mettre en œuvre l'initiative Main dans la main. Supposons également que nous ayons déterminé une solution possible pour améliorer l'efficacité des agriculteurs de la région, à savoir leur donner accès aux technologies numériques utilisées dans la production des cultures. La FAO devrait par la suite demander des informations à l'Union internationale des télécommunications (UIT) afin de déterminer si un réseau numérique est déjà installé dans cette région. Dans la négative, nous ne pourrions pas appliquer cette solution pour aider les agriculteurs à augmenter leurs bénéfices. C'est pourquoi il est nécessaire de relier toutes les données dont disposent la FAO et les partenaires.

À ce jour, la FAO a signé des accords officiels avec la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail, l'UIT, l'OMC, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial, le FIDA et la Banque interaméricaine de développement. Nous nous employons à prendre des dispositions et à nouer des partenariats afin de mettre en place un système d'échange de données.

L'un des principaux avantages que présente l'initiative réside dans la plateforme de données SIG. Nous avons défini cinq niveaux d'informations.

- Le premier niveau correspond à la base de données qui rassemble toutes les données disponibles à la FAO. Tous les États Membres de la FAO en bénéficient.
- Au deuxième niveau, nous utilisons les données de la FAO pour créer des liens avec le SIG. Tous les États Membres de la FAO en bénéficient.

- Le niveau 3 correspond aux données SIG qui ont été reliées à la FAO au niveau 2, ainsi que les données émanant d'autres sources. Ces données sont utiles pour les pays qui s'emploient à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs 1 et 2 dans le cadre de la liste des priorités de l'initiative Main dans la main.
- Au niveau 4, les analyses des typologies viennent compléter le niveau 3 en vue de repérer les lacunes en matière d'investissement et les domaines où il existe ou non un potentiel. Ces informations sont utiles pour les pays qui sont prioritaires au titre de l'initiative.
- Le niveau 5 permet de recenser des lacunes particulières en matière d'investissement ainsi que les projets qui peuvent être mis en œuvre pour combler ces lacunes et éliminer les inefficacités. Ce niveau d'information est utile pour les pays qui sont prioritaires au titre de l'initiative.

La FAO aidera les donateurs ou les pays qui le souhaitent, et qui ne figurent toutefois pas sur la liste prioritaire de l'initiative, à investir dans la collecte et l'analyse de données aux troisième, quatrième et cinquième niveaux.

Q. Cette initiative remplace-t-elle une initiative existante?

Non. Cette initiative complète et rassemble les initiatives qui existent déjà. Par exemple, au sein de la FAO, elle est rattachée aux travaux menés sur la résilience dans le cadre du Réseau mondial contre les crises alimentaires. Elle est également pleinement rattachée à l'analyse commune de pays et à la réforme de l'ONU, car elle aidera les représentants de pays à réunir des informations. Elle assurera également la liaison avec les mécanismes de coordination existants dans les pays et contribuera à les renforcer.

Q. Comment l'initiative permet-elle de repérer les obstacles?

Une fois que les zones à fort potentiel auront été définies, la FAO effectuera des missions techniques en vue de repérer les obstacles et les lacunes en matière d'investissement afin d'établir des priorités. Les laboratoires de l'initiative détermineront quelles interventions ont été efficaces et lesquelles ne l'ont pas été. Nous collaborerons également avec nos partenaires en vue d'intégrer la complémentarité dans la coordination et la hiérarchisation des interventions.

Q. Cette initiative a-t-elle un lien avec le Programme 2030?

Oui. L'initiative cible les objectifs 1 et 2 et leurs liens avec tous les autres objectifs de développement durable. Dans l'ensemble de nos activités, nous tenons compte de toutes les dimensions des systèmes alimentaires. Par exemple, lorsque nous visons à réduire la faim et toutes les formes de malnutrition, nous cherchons également à créer des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes, à garantir des investissements durables sur le plan environnemental et à faire face au changement climatique grâce à des mécanismes de résilience.

La mise en œuvre

Quels sont les modèles opérationnels de l'initiative?

L'initiative Main dans la main a deux modèles opérationnels. La plupart des pays comptent déjà, parmi leurs partenaires, de nombreux partenaires donateurs internationaux (plus d'une dizaine et jusqu'à une vingtaine) et sont dotés de mécanismes de coordination des donateurs. Dans ces pays, nous allons travailler avec le Gouvernement et les donateurs existants. Tous les acteurs auront accès à la plateforme de données fondée sur le SIG de l'initiative Main dans la main, ce qui leur permettra d'obtenir davantage d'informations pour prendre des décisions quant aux objectifs d'investissement. Cette approche concerne les pays comme le Burkina Faso et l'Éthiopie. Il s'agit du **premier modèle opérationnel**. L'objectif est de compléter les informations disponibles et de collaborer avec les mécanismes de coordination existants, le système des Nations Unies, le système humanitaire et tous les organismes concernés.

Le **second modèle opérationnel** s'applique aux pays tels l'Érythrée et les petits États insulaires en développement (PEID) qui ont peu de partenaires donateurs. Nous allons travailler avec eux afin d'attirer davantage de donateurs et de leur donner accès à la plateforme de données fondée sur le SIG.

Quels types d'appariement seront réalisés dans le cadre de l'initiative?

Les types d'appariement dépendront des divers contextes opérationnels. **Le premier type consiste simplement à attirer davantage de donateurs.** Si de nouveaux donateurs veulent participer, ils sont les bienvenus, même si un pays bénéficiaire en a déjà de nombreux. Ce type d'appariement sera plus important dans le cadre du second modèle opérationnel.

Au titre du second type d'appariement, l'initiative Main dans la main permet aux pays et aux donateurs d'avoir accès à la plateforme de données fondée sur le SIG afin qu'ils puissent repérer les déficits d'investissement. Les agriculteurs pourront ainsi atteindre un niveau de potentiel qui leur permettra de sortir de la pauvreté. Actuellement, en raison d'une certaine inefficacité ou de défaillances du marché, les agriculteurs et les ruraux pauvres ne peuvent pas atteindre leur potentiel. La mise en évidence des déficits d'investissement pourrait aider les donateurs existants à hiérarchiser leurs interventions ou à les cibler différemment.

Le troisième type d'appariement concerne les organismes qui réalisent des investissements dans les pays, notamment les banques de développement multilatérales (groupe de la Banque mondiale, BID, BAfD, BAD, etc.) et des acteurs comme la Corporation pour le défi du Millénaire. Nous les aidons à repérer les déficits d'investissement en satisfaisant leurs besoins d'information. À ce titre, la FAO est convenue avec la Banque mondiale de désigner trois pays pilotes pour le démarrage de l'initiative Main dans la main. Avec la BID, nous avons choisi des pays des Caraïbes pour y lancer l'initiative.

En mettant en évidence les déficits d'investissement auprès des donateurs et des organisations multilatérales, l'initiative coordonne et complète les efforts déployés. Si un donateur réalise un investissement dans la chaîne de valeur du café biologique en Éthiopie, par exemple, il est nécessaire de construire des infrastructures (routes ou réseaux d'alimentation en énergie, notamment) pour que cet investissement soit efficace. Par conséquent, les banques d'investissement souhaiteront peut-être effectuer les investissements requis et les partenaires de l'initiative Main dans la main pourraient compléter ces activités en développant l'ensemble de la chaîne de valeur, au lieu de se concentrer uniquement sur la productivité sans prendre en compte les autres problèmes importants liés aux infrastructures.

Enfin, **le quatrième type d'appariement vise à attirer le secteur privé.** L'initiative Main dans la main met en évidence les déficits d'investissement dans des zones où il est rentable pour le secteur privé de mener des activités et permet de trouver des moyens de réduire les risques ou de panacher des interventions. Ce type d'appariement concerne les zones à très haut potentiel – au moins 7-8 USD

par membre d'un ménage à PPA – qui seraient susceptibles d'attirer des entreprises privées grâce à des perspectives de forte rentabilité. Ce sont des zones où, si les agriculteurs peuvent atteindre leur potentiel maximal, ils seront en mesure de sortir de la pauvreté. L'initiative Main dans la main mettra également en évidence les déficits d'investissement dans ces zones.

La FAO assure la coordination avec l'IFC, qui mène déjà des activités de ce type. L'Association internationale de développement (AID) du groupe de la Banque mondiale vient en aide aux pays les plus pauvres du monde. En outre, l'IFC et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire réduisent les risques et s'appuient sur le financement mixte pour attirer des entreprises privées dans les pays où l'AID travaille. Pour des organisations comme l'IFC et BID Invest, une filiale indépendante de la BID, avoir accès à la plateforme de données fondée sur le SIG de l'initiative Main dans la main contribue à attirer le secteur privé grâce à des perspectives de forte rentabilité. Par ailleurs, cela aide les partenaires de l'initiative à travailler avec des petits producteurs afin de réduire la pauvreté, étant donné que les zones prioritaires de Main dans la main sont celles où le taux de pauvreté est élevé.

La FAO collabore également avec Rabobank, une banque multinationale dont le siège se trouve aux Pays-Bas, dans le domaine des pertes et du gaspillages alimentaires.

Quel est le calendrier?

Nous travaillons actuellement sur l'initiative et communiquons des informations à son sujet, à titre informel, aux États Membres et au personnel de la FAO. Nous nous entretenons avec tous les départements, les bureaux régionaux et les représentants dans les pays de sorte que chacun comprenne les objectifs de l'initiative.

Nous avons déjà organisé une réunion conjointe avec le Comité financier et le Comité du Programme, et une réunion avec le seul Comité du Programme. Une réunion est prévue avec le Conseil en décembre. L'objectif est que la plateforme de données soit prête pour des pays pilotes avant la fin de l'année afin que nous puissions commencer à travailler dans les pays l'an prochain. Une évaluation de référence à quatre ans est prévue pour 2023.

Comment l'initiative Main dans la main amènera-t-elle les donateurs à partager leurs informations?

À ce jour, il n'existe pas de base de données exhaustive contenant des informations sur tous les donateurs. Seules trois initiatives ont été menées en ce sens: la première par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la deuxième par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) et la troisième dans le cadre de l'outil EU Aid Explorer de la Commission européenne. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a lancé une initiative similaire dans le cadre de son projet Feed the Future. La FAO s'efforce de recueillir des informations sur les activités des donateurs et des organisations multilatérales et sur les endroits où ils interviennent. Nous nous sommes déjà entretenus avec la Commission européenne et l'USAID au sujet de la mutualisation des informations.

L'objectif est de créer un cadre commun de sorte que quiconque accède à la plateforme de données sache sur quoi les différents donateurs travaillent et à quel endroit. Cela prendra du temps. C'est une démarche qui ne peut être immédiate mais qu'il est important de commencer à mettre en place car elle contribuerait à éviter les doublons et à accroître la complémentarité. À l'achèvement de l'initiative, nous l'aurons mise en place avec tous les organismes.

Que se passe-t-il si les gouvernements ne veulent pas mutualiser leurs informations ou utiliser la plateforme de données?

La démarche doit être facultative. Nous savons également que nous devons créer de véritables incitations. Lorsque nous travaillerons avec les pays et les amènerons à s'approprier la démarche, ils comprendront que le fait d'obtenir l'accès aux données et d'être en mesure de hiérarchiser les besoins peut les aider à mieux coordonner les donateurs. Lorsqu'un donateur se proposera d'accorder un prêt pour la construction d'une route, par exemple, ils pourront répondre: «Nous avons besoin d'une route à tel endroit parce que nous voulons développer une chaîne de valeur du cacao et nous n'avons pas accès aux marchés. Nous avons déjà lancé un projet dans le domaine de l'énergie avec la Corporation pour le défi du Millénaire qui peut nous aider à développer la chaîne du froid.» Voilà l'un de nos objectifs. Nous sommes convaincus que les pays seraient ravis d'y participer. Par ailleurs, l'initiative aide les pays dans leurs processus d'élaboration de politiques car le fait de définir clairement les priorités d'investissement permet de les réduire de 20 000 à 1 000 et, partant, de résoudre des problèmes.

Qu'en est-il du système de suivi et d'évaluation de l'initiative?

La FAO est l'institution garante de 21 indicateurs relatifs aux ODD. Ces indicateurs sont les outils de suivi fondamentaux qui permettront d'évaluer les progrès accomplis. Le cadre de suivi prévoit une première évaluation de référence en 2023, soit quatre ans après le démarrage du projet. Nous réaliserons une évaluation exhaustive en nous appuyant sur les indicateurs relatifs aux ODD et ceux utilisés par d'autres organismes des Nations Unies.

Nous n'empièterons **pas** sur d'autres initiatives, notamment le cadre complet du PDDAA, qui se sert d'un cadre de suivi et d'évaluation mis au point par le Système régional d'analyse stratégique et d'appui à la connaissance. Nous nous coordonnons actuellement avec l'Union africaine, étant donné que ses indicateurs sont directement liés aux ODD. Cela nous permettra de suivre nos progrès dans les pays prioritaires d'Afrique. S'il existe des cadres similaires dans d'autres régions du monde, nous les incluons également. Notre but est de compléter, non de remplacer. Par ailleurs, nous voulons que d'autres organismes évaluent les avancées réalisées dans le cadre de l'initiative Main dans la main.

Choix des pays

Comment les pays sont-ils choisis? Les pays à revenu intermédiaire ne semblent pas être inclus dans l'initiative, ce qui suscite des préoccupations.

L'initiative accorde la priorité aux pays où, du fait de la situation locale, un grand nombre de personnes risquent d'être laissées pour compte. Notre intention est de leur prêter un niveau d'appui particulier afin de les aider à surmonter l'insuffisance de leurs capacités ou des crises d'origine naturelle ou humaine et, partant, d'accélérer la réalisation des ODD 1 et 2. Ces pays sont, pour la plupart, ceux dont nous estimons qu'ils ne sont pas en bonne voie, qu'ils sont en retard ou qu'ils entrent dans ces deux catégories. Les pays qui ne sont pas en bonne voie sont ceux où la faim progresse alors qu'elle devrait reculer. Au lieu de diminuer, l'extrême pauvreté augmente. Les pays en retard sont ceux qui ne pourront pas atteindre le niveau fixé par les indicateurs relatifs aux ODD d'ici à 2030.

L'inclusion d'un pays dans l'initiative repose sur des critères et des spécifications claires. Nous avons accordé la priorité à certains des pays les moins avancés (PMA), à des pays en développement sans littoral, à des petits États insulaires en développement (PEID), à des pays en proie à une crise alimentaire, ainsi qu'à des pays moins développés et fortement peuplés, où nous travaillerons au niveau infranational. Au Bangladesh et au Nigeria, par exemple, nous ne couvrirons pas l'ensemble du territoire comme nous le ferions dans un pays en développement sans littoral. Nous interviendrons

au niveau infranational car c'est à ce niveau que se présente la difficulté d'aider un grand nombre de personnes extrêmement pauvres et sous-alimentées.

Quel est l'objet de la lettre que le Directeur général de la FAO a envoyée aux pays?

La FAO a dressé une liste de pays prioritaires dans le cadre de l'initiative et une lettre a été envoyée aux pays donateurs afin qu'ils indiquent quels pays ils souhaiteraient aider. Les pays bénéficiaires ont également reçu une lettre leur demandant quels pays ils souhaitaient comme donateurs. De nombreux pays donateurs interviennent déjà dans 20 pays ou davantage. Dans la lettre, il était demandé aux donateurs de désigner cinq pays où ils travaillaient déjà et où, selon eux, l'initiative Main dans la main pourrait permettre d'accélérer les efforts existants en faveur de la réalisation des ODD 1 et 2. Cela pourrait aider à hiérarchiser leurs interventions.

S'agissant des pays où les donateurs n'ont pas travaillé, nous sollicitons un appui. Cet appui peut prendre la forme d'une hiérarchisation des interventions en cours, de nouveaux investissements ou d'une assistance technique. Le fruit de ces efforts serait un apprentissage Nord-Sud, Sud-Sud ou triangulaire.

Comment les pays peuvent-ils participer à l'initiative?

Les pays peuvent aussi devenir bénéficiaires à leur demande. La liste initiale comprenait 43 pays mais la FAO examine actuellement, au cas par cas, la situation d'autres pays qui en ont fait la demande. Ces pays sont des candidats potentiels parce que la sous-alimentation, la faim, la malnutrition sous toutes ses formes et l'extrême pauvreté y sont fortement présentes, bien que cela ne soit pas toujours évident au niveau national. C'est notamment le cas du Guatemala, du Honduras et d'El Salvador, en Amérique centrale. À l'échelon national, le revenu moyen dans ces pays est plus haut mais le niveau de sous-alimentation n'en est pas moins élevé. C'est pourquoi nous les intégrons au cas par cas à l'issue d'une évaluation minutieuse. Cette démarche est facultative. Par ailleurs, des pays sont en proie à une crise alimentaire. Par conséquent, notre liste de pays prioritaires s'est allongée et continuera d'évoluer au fil du temps.

Les pays peuvent lever des fonds aux fins de la collecte et de l'analyse de données, dans le cadre de la mise en place des niveaux 3, 4 et 5 de la plateforme de données fondée sur le SIG. Ils peuvent aussi proposer pour prêter une assistance technique à des pays bénéficiaires au titre de l'apprentissage Sud-Sud. Si des pays souhaitent participer à l'initiative, la FAO les aidera à trouver des ressources extrabudgétaires pour ce faire.

L'Organisation continuera de fournir un appui technique et à l'élaboration de politiques à tous ses États Membres, qu'ils participent ou non à l'initiative. Dans les pays prioritaires de l'initiative Main dans la main, la FAO s'emploie à accélérer la concrétisation des ODD 1 et 2. Tous les États Membres en bénéficieront.

La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas inclus dans l'initiative. Haïti semble être le seul à l'être.

Parmi les 43 pays de la liste initiale, Haïti était le seul de la région Amérique latine et Caraïbes. Cependant, la liste s'est allongée par la suite. Des pays ont demandé à être inclus dans l'initiative et nous avons évalué leur situation. Certains pays ont déjà choisi ceux auxquels ils souhaitent prêter une assistance technique; ils jouent ainsi le double rôle de bénéficiaire et de donateur. En outre, si un pays souhaite participer à l'initiative, il peut collaborer avec nous afin de lever des fonds au profit de la mise en place de la plateforme de données.

Quelles sont les répercussions pour la FAO?

Quelle division de la FAO coordonnera l'initiative?

Il s'agit d'une initiative menée à l'échelle de l'Organisation, qui réunit tous les départements. L'idée est de décloisonner en rassemblant toutes les informations disponibles et pertinentes collectées par les divisions et les bureaux de l'ensemble de l'Organisation. En outre, la FAO élabore actuellement un portefeuille comprenant tous ses projets dans les pays prioritaires. Sont indiqués la description des projets, les enseignements que nous avons tirés et les interventions en cours. Ces informations nous permettront d'agir de façon plus efficiente et plus efficace.

Le Département du développement économique et social est l'unité hôte de l'initiative et en assure la conception technique. Il collabore et se coordonne avec différents départements. Le laboratoire de données et le laboratoire du SIG qui vont voir le jour s'inscriront dans le cadre de l'Organisation tout entière et non du seul Département.

Quelles sont les incidences financières pour la FAO?

La FAO a pu se procurer les ressources extrabudgétaires nécessaires pour mettre en place les laboratoires. Pour le moment, l'initiative est sans incidence financière. À l'avenir, l'Organisation devra déterminer comment l'institutionnaliser dans les limites des ressources budgétaires existantes.

À quoi peut-on s'attendre dans les prochains mois?

Jusqu'à présent, la FAO est entrée en contact avec des pays au moyen de réunions informelles conduites par le Directeur général. Nous avons tenu plusieurs réunions bilatérales avec des ambassadeurs. Nous avons également rencontré plusieurs groupes régionaux de membres. Nous avons présenté l'initiative à la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme, ainsi qu'au Comité du Programme. Nous informerons et consulterons régulièrement les États Membres.

Nous sommes convenus, au Comité du Programme, d'élaborer un document technique qui résumerait l'initiative dans un langage simple, en développant le contenu de la brochure. Le document est en cours de rédaction et contiendra toutes les observations reçues. Nous affirmerons sans ambiguïté qu'il s'agit d'une initiative dirigée par les pays et les partenaires, que nous coordonnerons avec tous les donateurs et les pays bénéficiaires, qu'elle est sans incidence financière pour l'instant, qu'il y aura de nombreux mécanismes de surveillance, qu'il ne s'agit pas d'une initiative descendante mais ascendante et que nous créons tout simplement un système d'information fondé sur une méthode, qui sera à la disposition des pays. Nous exposerons clairement les différents types d'appariement que nous proposons. Nous indiquerons également en toute transparence à quels niveaux nous collectons et analysons des données.

Quelle sera la suite donnée, dans le cadre de l'initiative Main dans la main, en ce qui concerne l'emploi des jeunes et tous les travaux menés par la Division des politiques sociales et des institutions rurales dans ce domaine?

En mettant en évidence les déficits d'investissement et en travaillant sur les chaînes de valeur, nous espérons réduire les points de blocage et les problèmes d'efficacité afin de créer de l'emploi et d'attirer les jeunes et les ouvriers vers des emplois décents.

L'initiative réunit également d'autres éléments liés à la durabilité, à savoir le changement climatique, l'adaptation, l'atténuation, l'utilisation de l'eau, l'utilisation des terres, les forêts et toutes les pratiques visant à limiter ces problèmes. Nous avons découvert, par exemple, plusieurs cas dans lesquels les paquets de terre fournis par des gouvernements et des entreprises privées en Afrique

présentaient un danger pour les sols. C'est pourquoi il est essentiel de disposer de cartes de sols afin de déterminer les types de terre adaptés.

Y a-t-il des risques politiques? Lesquels?

L'idée est de cartographier une approche gérée par les pays afin de réduire au minimum les risques politiques. Nous collaborerons avec le Réseau mondial contre les crises alimentaires ainsi qu'avec tous les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome. Cependant, nous ne pouvons pas nous limiter à eux. Nous devons travailler avec tous les acteurs pertinents, les banques de développement multilatérales et les organismes des Nations Unies. C'est pourquoi la réforme du système des Nations Unies joue un rôle crucial.

La qualité des données suscite des questions. Il est vrai que la qualité des données officielles que la FAO utilise n'est pas toujours idéale. La stratégie de l'Organisation consiste à rendre publiques toutes les données dont elle se sert, tout en respectant les obligations en matière de protection des données – nous nous conformons à toutes les exigences éthiques et juridiques. Le laboratoire de données et le laboratoire du SIG seront également mis à contribution à cet effet. Nous collecterons des données au moyen de l'intelligence artificielle et de mécanismes d'exploration de texte, ce qui nous permettra de trouver d'autres sources de données pour valider celles dont nous disposons déjà. Si nous constatons des incohérences, nous travaillerons avec les pays en vue de les éliminer. En résumé, un mécanisme de contrôle de la qualité des données sera en place.

Quelles autres initiatives ou questions seront prises en compte?

Dans le cadre de notre collaboration avec le groupe de la FAO sur le changement climatique, nous tiendrons compte de la Nouvelle donne verte mondiale et de l'initiative sur le climat et la biodiversité. La Conférence des Nations Unies sur la biodiversité qui se tiendra l'an prochain apportera des éléments à l'appui de l'initiative Main dans la main. Nous travaillerons également avec le Congrès mondial sur la conservation, dans le contexte des préparatifs du sommet mondial de 2021 sur les systèmes alimentaires. Nous coopérerons également avec le Réseau mondial contre les crises alimentaires. En outre, l'initiative Main dans la main est liée à tous les programmes stratégiques de la FAO.

L'an prochain, le sommet mondial Nutrition pour la croissance se tiendra au Japon. Nous établirons un lien avec cette manifestation car cela relève de l'initiative, et nous en tirerons des enseignements. Nous devons faire rapport au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et nous travaillons déjà avec les modélisateurs afin que l'initiative Main dans la main et le sommet sur les systèmes alimentaires soient conformes à ce qu'ils font. Nous nous efforcerons d'être en accord avec toutes les initiatives importantes car il est inutile de réinventer la roue. Nous voulons nous appuyer sur ce qui existe et gagner en efficacité.

Dans la dernière édition de *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, nous avons affirmé que les systèmes alimentaires étaient défectueux sur plusieurs aspects cruciaux mais qu'ils pouvaient et devaient être améliorés. Nous pouvons le faire. Notre priorité, une fois encore, est de cibler les pays qui sont laissés pour compte.

Quel est le lien entre l'initiative Main dans la main et le Réseau mondial contre les crises alimentaires?

Le Réseau mondial contre les crises alimentaires est une initiative conjointe de la FAO, du PAM, de l'UE et d'autres partenaires fournisseurs de ressources et organismes des Nations Unies, dont l'objectif est d'apporter des solutions durables aux crises alimentaires. Il vise à élaborer des approches fondées sur des données et des éléments factuels, à renforcer les capacités et à fournir des connaissances, afin de prévenir les crises alimentaires et d'intervenir si elles se produisent, ainsi que de contribuer à l'amélioration de la résilience et aux efforts de développement à plus long terme. Dans

la plupart des pays en proie à une crise alimentaire, il existe des zones où les bénéfices potentiels dans le secteur agricole sont élevés et qui pourraient aider à éliminer les causes profondes de l'insécurité alimentaire.

Pour faire progresser des solutions durables aux crises alimentaires, il est nécessaire d'intervenir à l'interface entre l'action humanitaire et le développement dans l'optique de la résilience. En effet, les éléments recueillis montrent que l'aide humanitaire est essentielle mais pas suffisante. Dans la plupart des pays en proie à une crise alimentaire, il existe des zones où les bénéfices potentiels dans le secteur agricole sont élevés et qui, dans l'optique de la résilience, pourraient aider à éliminer les causes profondes de l'insécurité alimentaire.

Dans ce contexte, l'**initiative Main dans la main** doit être vue comme une éventuelle contribution importante de la FAO au **Réseau mondial contre les crises alimentaires**, dont elle tire parti en retour.

Sachant que, dans les situations de crise alimentaire, 60 à 80 pour cent de la population concernée est rurale et dépend de l'agriculture, l'initiative Main dans la main peut faire en sorte, lorsque c'est possible, que les travaux sur l'optimisation du potentiel de revenus dans certaines zones agricoles contribuent à la mise en place de systèmes alimentaires résilients. Investir dans des zones à haut potentiel peut aussi permettre de réduire au minimum les risques d'instabilité à ces endroits. Cela aidera également à exploiter les éléments clés des connaissances et des capacités de la FAO (analyse de données, appui aux systèmes alimentaires durables, etc.) afin de satisfaire les besoins particuliers des pays en proie à une crise alimentaire.

Le Réseau mondial, qui se concentre sur les contextes de crise alimentaire (décrits dans le Rapport mondial sur les crises alimentaires), peut contribuer à l'initiative Main dans la main en mettant en avant les partenariats et les mécanismes de coordination déjà établis dans son cadre auxquels participent des organismes des Nations Unies et des donateurs.

De plus, il peut participer aux efforts d'analyse de l'initiative en fournissant des analyses sur l'insécurité alimentaire aiguë et en mettant à disposition les données y afférentes afin d'alimenter la plateforme de données de la FAO.

Il peut aider à cartographier les investissements existants en rapport avec la sécurité alimentaire et l'agriculture au niveau infranational et, partant, à concevoir des investissements agricoles pertinents à l'appui d'une programmation plus détaillée à l'échelon infranational dans des contextes fragiles.

Enfin, il peut faciliter les mécanismes de coordination des parties prenantes, comme les cadres de coopération des Nations Unies en faveur du développement durable ou d'autres cadres et initiatives de développement pertinents de niveau national, qui visent l'obtention de résultats collectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Quelles sont les questions de sécurité sanitaire des aliments qui intéressent l'initiative Main dans la main?

La sécurité sanitaire des aliments est importante parce qu'elle contribue à résoudre le problème de l'accès d'un pays aux aliments. Nous devons permettre aux pays d'avoir accès à des aliments, certes, mais à des aliments de qualité conformes au Codex Alimentarius – qui regroupe des normes internationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments et dont la FAO est l'organisation hôte. À cet effet, nous devons renforcer les capacités au niveau des pays.

L'une des raisons de la grande inefficacité observée dans certains pays est l'absence de normes et de mécanismes d'accès à des marchés et des chaînes de valeur dynamiques, même à l'intérieur des frontières nationales. Prenons un exemple. La FAO explique à un producteur de maïs que l'un des moyens de réduire les pertes alimentaires est de se débarrasser de l'aflatoxine produite par certains champignons qui prolifèrent dans le maïs sous l'effet de l'humidité. Elle conseille à cet agriculteur de faire sécher son maïs jusqu'à un taux d'humidité de sept à 11 pour cent et de l'entreposer dans des sacs en plastique scellés. L'exploitant investit ses maigres ressources pour ce faire. Cependant,

lorsqu'il présente son maïs exempt d'aflatoxine sur le marché, les acteurs n'acceptent pas la vente à prix majoré de ce maïs. Ils l'achètent au même prix que le maïs ordinaire. Inutile de préciser que l'agriculteur ne verra plus d'un bon œil les conseils de la FAO. C'est pourquoi les questions de sécurité sanitaire des aliments et l'établissement de normes sont importants et nous œuvrons en ce sens avec l'OMC.